

## **Le Journal du Dimanche**

Media Français

### **EXCLUSIF. Chakib Benmoussa, l'ambassadeur du Maroc en France** **Mon pays n'a pas espionné le président Macron**



*Par Pascal Ceaux et Camille Neveux*

**Le Maroc, par la voix de son ambassadeur en France, nie avoir acquis le système Pegasus et toute opération d'espionnage. Le diplomate Chakib Benmoussa dit son pays prêt à participer à une convention internationale sur l'usage des logiciels intrusifs.**

Après le scandale, les explications. Accusé d'avoir eu recours au logiciel d'espionnage Pegasus, le Maroc dément l'information par le biais de son ambassadeur en France, Chakib Benmoussa. Ce dernier, dans un entretien exclusif au JDD, l'assure : "Le Maroc n'a pas espionné Emmanuel Macron. D'ailleurs, aucun élément ne corrobore cela." Le président français avait convoqué jeudi un Conseil de défense exceptionnel pour aborder l'affaire d'espionnage. Le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, a précisé jeudi sur BFMTV qu'un travail de vérification est en cours.

#### **Votre pays a-t-il acheté et utilisé le programme espion Pegasus?**

Le Maroc a démenti l'acquisition de ce logiciel il y a plusieurs mois de cela, et de manière catégorique. En juin 2020, Amnesty International nous avait accusés de surveiller des journalistes au Maroc en utilisant une telle application. Le chef du gouvernement avait déjà réfuté de tels faits et demandé dans une lettre adressée à l'ONG d'apporter les éléments de preuve qui permettraient de conforter ses accusations. Une demande restée sans réponse.

**Le président Macron, l'ancien Premier ministre Édouard Philippe, une quinzaine de ministres auraient été des cibles. Vos relations avec Paris se sont-elles refroidies depuis cette affaire?**

Le Maroc n'a pas espionné le président Emmanuel Macron. Il n'a pas non plus espionné l'ancien Premier ministre ou des membres du gouvernement. D'ailleurs, aucun élément ne corrobore cela. La relation entre la France et le Maroc est particulière, construite sur l'histoire, sur des liens humains et culturels extrêmement forts, sur des intérêts communs. C'est une relation d'exception mais aussi une relation qui se renouvelle à l'aune des évolutions dans chacun des deux pays et des nouveaux défis. Je comprends que des acteurs en prennent ombrage...

*« Il existe des réseaux hostiles au Maroc en France et ailleurs, qui sont dans une logique de déstabilisation »*

**Vous pensez à l'Algérie?**

Il existe des réseaux hostiles au Maroc en France et ailleurs, qui sont dans une logique de déstabilisation. Certains acteurs qui considèrent notre pays comme un ennemi surfent sur cette vague. Qui a alimenté tout cela ? Qui en a été l'instigateur? des questions pour l'instant ouvertes. Il est de notoriété publique que les succès du Maroc en Afrique ne font pas plaisir à tout le monde, notamment à notre voisin. Nous constatons également un timing particulier. Des éléments disponibles il y a un an, ressortent aujourd'hui, de manière coordonnée, à l'approche de la Fête du trône [anniversaire de l'intronisation du roi le 30 juillet 1999], à l'approche des élections législatives, régionales et locales, dans un contexte où le Maroc réalise des avancées sur de nombreux sujets. Cela peut ne pas plaire.

**Comment expliquez-vous la présence du roi Mohammed VI, de membres de son entourage et de la famille royale dans la liste des personnes que votre pays aurait ciblées?**

C'est incohérent. Ce listing de 50.000 numéros qui auraient subi une intrusion ou une tentative d'intrusion semble avoir été reconstitué. Mais comment? Le groupe NSO affirme qu'il ne tient pas de listing... Pourquoi ce répertoire concerne-t-il certains pays, que l'on essaie de présenter sous l'angle d'États voyous et policiers, et pas d'autres, alors qu'une quarantaine au total sont censés avoir acheté ce programme, selon NSO? Nous nous demandons également quels éléments permettent de faire le lien avec nos autorités. Les acteurs qui ont initié ce processus, avec des accusations fortes, doivent maintenant apporter des preuves. Dans cette histoire, le Maroc est une victime. Il s'agit d'une tentative de déstabilisation. En quelques jours, le rouleau compresseur s'est mis en place, avec une campagne massive et coordonnée, qui exploite l'émotion d'acteurs se sentant de bonne foi violés dans leur intimité. Quelles raisons aurions-nous à entreprendre de tels actes d'espionnage?

**La relation entre Paris et Alger, avec en toile de fond l'épineuse question du Sahara occidental autonomiste, pourrait justifier de telles écoutes...**

La question du Sahara marocain est essentielle, mais le Maroc la défend d'abord sur le terrain, avec une dynamique de développement économique et humain. Ce ne sont pas quelques acteurs qui gesticulent ici ou là qui modifient la donne. Nous avons fait devant les Nations unies une proposition réaliste et crédible d'une très large autonomie, qui constitue une solution politique permettant de construire l'avenir en toute sérénité. Tous ceux qui, pour des calculs politiques, veulent jouer avec le feu, qu'ils le fassent, ils trouveront face à eux un front uni et déterminé.

*« Les services marocains s'inscrivent dans une démarche d'État de droit »*

**Dans la liste se trouvent également des opposants au régime, comme le journaliste Omar Radi, condamné lundi à six ans de prison, et même un cousin du roi, le prince Hicham Alaoui, critique de la monarchie. Ce qui laisserait penser que l'État utilise ce programme pour surveiller des dissidents et non pour lutter contre le terrorisme...**

Pensez-vous sérieusement que ces acteurs représentent un poids politique suffisant pour déstabiliser le pays? Les gens connus pour leur hostilité au Maroc n'ont pas besoin d'être espionnés pour qu'on sache ce qu'ils ont à dire! Cette attaque s'appuie sur le fait que des procès sont en cours et que ceux-ci seraient liés à une opération de renseignement. Les audiences sont publiques: les procès sont instruits sur la base de plaintes de victimes et de faits dont la matérialité est discutée par la cour; ils ne sont pas fondés sur des informations récoltées par les services secrets.

**Selon Le Monde, deux services de renseignement marocains, extérieur et intérieur, auraient pourtant eu accès à ce système...**

C'est une banalité. Ce sont des services de renseignement et à l'instar de leurs homologues dans le monde, ils s'intéressent à des logiciels et des outils technologiques pour faire leur travail de protection des intérêts supérieur du pays et des citoyens, sauf qu'ils n'ont pas acquis Pegasus. La Constitution marocaine et les lois récemment mises à jour, conformément aux conventions internationales ratifiées par le Maroc, protègent les données personnelles. Les services marocains s'inscrivent dans une démarche d'État de droit, la loi déterminant les modalités dans lesquelles l'usage de programmes pouvant gérer des données personnelles peut intervenir. Il est à noter d'ailleurs que ces outils sont accessibles à des services spécialisés, mais aussi à d'autres acteurs. La NSO les commercialise à titre privé. La question de la production de ces logiciels intrusifs et de leur exploitation se pose et nécessite certainement une approche multilatérale de régulation à laquelle le Maroc est prêt à contribuer.

*« Il faut établir la matérialité des faits »*

**Ce logiciel aurait-il pu être acquis par des personnes privées marocaines pour espionner l'entourage du roi?**

C'est à l'enquête de le prouver. Moi, je mets déjà en doute la liste elle-même. Il faut ensuite aller chercher le lien avec le Maroc. Comment est-il établi? Puis il faut aller chercher qui pourrait être derrière. Il faut d'abord établir la matérialité des faits.

**La normalisation des relations avec Israël, actée en décembre 2020, peut-elle avoir un rapport avec cette affaire?**

Le Maroc s'inscrit sans complexes dans cette relation responsable d'ouverture sur le monde. Ces dernières années, nous avons privilégié une approche de coopération à l'international sur des sujets en relation avec la paix dans le monde ou la lutte contre le terrorisme, mais aussi sur des sujets en relation avec le changement climatique, le dialogue des cultures ou les migrations. Nous le faisons parce que nous y croyons, pas en sous-traitant pour d'autres, et sans que l'on nous force la main.

**L'ex-ministre François de Rugy, supposément ciblé par vos services, souhaite vous demander audience. Est-ce que rendez-vous a été pris?**

Pas à ma connaissance, mais je le recevrais avec plaisir, en ami. Je comprends l'émotion de quelqu'un qui apprend que son téléphone aurait été violé. Mais le Maroc ne se sent aucunement concerné.